

À Anderlecht, le crime organisé teste le prix de l'autorité

Trends Tendances - Amid Faljaoui – 24 août 2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://trends.levif.be/opinions/chroniques/a-anderlecht-le-crime-organise-teste-le-prix-de-lautorite/>

Vendredi soir, à 23 h 40, rue Démosthène, à Anderlecht. Deux hommes arrivent en trottinette électrique, tirent à l'arme automatique sur un commissariat, puis disparaissent. Les balles traversent la porte. Fort heureusement, personne n'est blessé.

Samedi matin, les réactions tombent. Le ministre de l'Intérieur se dit "profondément choqué". Le ministre-président bruxellois évoque "un nouvel avertissement". Le bourgmestre dénonce une "pression intolérable". Le chef de corps avance la piste de représailles après les opérations de l'été : "On dérange." Sous-entendu : les narcotrafiquants.

Mais un détail change la lecture des faits. Le commissariat est en grande partie désaffecté. Ses principaux services ont déménagé près de la gare du Midi. Depuis le 26 mai, on ne peut même plus y déposer plainte. Le bâtiment se vide progressivement et la commune souhaite le vendre. Vendredi soir, il était heureusement fermé.

Pourquoi tirer sur un commissariat vide ? La théorie économique apporte une réponse.

Michael Spence, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, a développé la théorie du signal : lorsque vous ne pouvez pas prouver directement votre force, vous envoyez un signal. Pour être crédible, celui-ci doit normalement être coûteux et difficile à imiter.

À Anderlecht, les tireurs ont produit l'apparence d'un signal très coûteux tout en réduisant son coût opérationnel. Pour le public, mitrailler un commissariat, c'est attaquer l'État. Mais la cible est un bâtiment désaffecté, choisi en pleine nuit. Le risque pénal reste immense, mais les risques de confrontation et de faire des victimes ont été limités.

C'est une opération de communication criminelle à très haut rendement : peu de moyens, un écho maximal.

Et les auteurs ne paient pas toute la facture. En économie, c'est ce qu'on appelle une externalité : le coût est transféré à d'autres. On inquiète les habitants et on dissuade les témoins de parler. Le message est limpide : si même un commissariat peut être pris pour cible, celui ou celle qui envisageait de collaborer avec la police y réfléchira à deux fois.

Durant tout le week-end, les responsables politiques réagissent et l'affaire prend une dimension nationale. C'est précisément ce que voulaient ces criminels : nous finançons nous-mêmes l'amplification de leur signal.

Mais, de son côté, quel signal l'État renvoie-t-il ? Avant d'y répondre, il faut se souvenir que Gary Becker, autre lauréat du prix Nobel d'économie, expliquait que le criminel calcule le

coût attendu de son acte : la probabilité d'être arrêté multipliée par la sanction encourue. Une peine très lourde, associée à une faible probabilité d'identification, reste une menace bon marché.

Face à cela, les autorités répondent, certes, par des adjectifs : choqué, inacceptable, intolérable. Puis par un commissaire aux drogues, annoncé en février, abandonné en mai, ressuscité en juin et toujours pas nommé. Son arrivée est promise pour la fin du mois de septembre. On cite aussi 68 millions d'euros consacrés à la sécurité, sans préciser ce qui est nouveau, déjà dépensé ou simplement budgété.

Ces réactions politiques sont obligatoires, mais, avouons-le, leur valeur dissuasive est proche de zéro. Le crime organisé ne mesure pas l'indignation d'un ministre ou d'un bourgmestre. Il mesure la probabilité d'être identifié, de perdre son argent et de voir ses commanditaires neutralisés.

Vendredi soir, les tireurs ont envoyé des balles dans un immeuble presque vide. L'État a répondu par des communiqués dans un espace médiatique saturé. Les premiers ont démontré leur capacité à imposer la peur. Les seconds, leur capacité à aligner des mots.

Or, l'autorité ne se proclame pas. Elle se chiffre : suspects arrêtés, avoirs confisqués, réseaux démantelés. Tant que cette addition ne sera pas présentée, tirer sur l'État restera, pour le crime organisé, une opération beaucoup trop rentable. Hélas.